

Questions orales

M. l'Orateur: Le député de Grenville-Carleton a la parole.

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

LA RÉMUNÉRATION DE CERTAINS EMPLOYÉS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Étant donné que le président de l'Alliance de la Fonction publique a déclaré que 22,000 fonctionnaires se trouvent au seuil de la pauvreté ou à peu près et qu'il y aura certainement confrontation entre l'Alliance de la Fonction publique et le gouvernement, le ministre peut-il dire à la Chambre si le gouvernement a examiné la question et s'il a préparé une défense du système de rémunération qui s'applique à un grand nombre de fonctionnaires fédéraux se situant près du seuil de pauvreté?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, je pense que le député sait très bien que les niveaux de rémunération sont calculés grâce à un système connu sous le nom de négociation collective, qui aboutit à une convention.

M. Baker: Une question supplémentaire. En ce qui concerne les négociations collectives préparatoires à la convention, le ministre agira-t-il avec plus de célérité que son collègue le ministre des Finances n'en a montré à la Chambre aujourd'hui?

* * *

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

PÉTROLE—L'OPPORTUNITÉ D'UNE RESTRICTION DES EXPORTATIONS ET LE CAS DES IMPORTATIONS—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À LA CONSERVATION DES RÉSERVES

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Étant donné que pour la troisième année consécutive, les réserves officielles de pétrole brut de l'Alberta ont diminué de quelque 293 millions de tonnes et celles du Canada, de 430 millions de tonnes, le ministre s'est-il demandé s'il serait bon de restreindre le volume des exportations de pétrole brut canadien pour le ramener à un niveau qui établit l'équilibre avec nos importations, de manière à ce que le Canada ne soit pas un exportateur net de pétrole brut?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, nous ne voulons pas proposer une restriction jusqu'à ce qu'aient eu lieu les audiences publiques que l'Office national de l'énergie tiendra à ce sujet, comme le sait le député. Il faut

[M. Atkey.]

que les personnes intéressées puissent faire des remarques sur le système de contrôle des exportations. À la suite de ces audiences, il se peut qu'on juge bon d'abaisser le niveau actuel des exportations. Ce serait alors le système qu'on appliquerait.

M. Douglas: J'aimerais poser une question supplémentaire. Étant donné que les derniers chiffres qui viennent d'être publiés révèlent que nos réserves de pétrole brut seront épuisées d'ici 17 ans—le docteur North a cité hier au comité permanent le chiffre de 15 ans—le ministre a-t-il élaboré un programme à long terme pour garantir l'existence de ces réserves, comme par exemple, l'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta ou toutes autres mesures pour assurer aux Canadiens que le gouvernement s'occupe activement de ce problème au lieu d'attendre que la crise se déclenche?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, le député a déclaré que le docteur North avait prévu une crise d'ici 15 ans. Peut-être pourrait-il me laisser environ un mois afin que nous prenions connaissance de l'opinion publique et il pourrait lire l'étude sur les réserves réalisée par le gouvernement.

M. Douglas: Une autre question supplémentaire. Étant donné que nous attendons depuis 4 ans qu'un rapport soit rédigé sur la politique en matière d'énergie, je pense que le ministre ainsi que le gouvernement ont eu tout le temps nécessaire.

* * *

LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

L'OPPORTUNITÉ D'UNE HAUSSE DES DROITS DE PASSAGE

M. Victor Raiton (Welland): Monsieur l'Orateur, c'est la première question que je pose à la Chambre, mais j'espère bien en poser beaucoup d'autres, dans les années à venir.

Une voix: Certainement . . . de ce côté-ci!

M. Raiton: Ma question s'adresse au ministre des Transports. Étant donné que la circonscription que je représente, Welland, est divisée en deux par le canal Welland et étant donné que la Voie maritime du Saint-Laurent a été ouverte hier, le ministre peut-il nous dire si les droits de passage de la Voie maritime seront augmentés cette année?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je n'envisage absolument pas de recommander au cabinet d'augmenter les droits de passage de la Voie maritime cette année.

• (1510)

M. l'Orateur: À l'ordre, s'il vous plaît. Je crois que le député d'Edmonton-Centre veut poser une question supplémentaire.